

L'essor de l'investissement durable



ALEXANDRE CAVÉ,
Responsable audience Suisse romande
Citywire

LES FONDS DE PLACEMENT DURABLES REPRÉSENTENT 4,5% DU VOLUME DU MARCHÉ SUISSE CORRESPONDANT.

L'investissement socialement responsable (ISR) connaît une croissance soutenue en Suisse. Cette finance durable prenant en compte les facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) a progressé de 24% en 2014 et 30% en 2015 selon le rapport annuel 2016 de l'Eurosif. Pourtant, la Suisse accuse un certain retard dans l'investissement durable par rapport à ses voisins européens, à l'exception de l'exclusion des secteurs d'investissements les plus controversés. «La Suisse a été historiquement en avance sur la proposition de solutions d'investissements intégrant les facteurs ESG, l'engagement des investisseurs lui est plus récent, mais l'évolution est positive», explique Natacha Guerdat de Conser Invest à Genève.

Avec une valeur pouvant être estimée à 191,9 milliards de francs suisses à la fin 2015 selon l'association Swiss Sustainable Finance (SSF), les investissements durables représenteraient 3,5% de la fortune totale gérée en Suisse. Les fonds de placement durables quant à eux représentent 4,5% du volume du marché helvétique des fonds.

La Suisse possède pourtant de nombreux atouts, avec une expertise dans les différents domaines de l'investissement responsable grâce à des acteurs spécialisés, des associations d'investisseurs, ainsi que la présence de nombreuses organisations internationales sur son sol.

Plusieurs pistes peuvent expliquer les réticences à investir dans l'ISR, notamment un rendement souvent perçu comme inférieur. Si le débat n'est pas encore tranché, des études suggèrent que la prise en compte de critères ESG n'affecte pas nécessairement de manière négative la per-

formance des investissements et contribuerait de surcroît à la réduction de certains risques. «Les investisseurs ne sont pas forcément demandeurs car une vraie approche d'investissement durable et responsable requiert d'accepter à court et moyen terme des écarts de performance avérés avec les indices classiques, écarts tant positifs que négatifs selon la conjoncture, en raison des méthodologies de placements», explique Olivier Ferrari, directeur général de CONINCO.

Le manque d'accès à une gamme de produits adéquats est aussi régulièrement cité comme un autre obstacle. Pourtant l'offre ISR est de plus en plus accessible et diversifiée avec de nombreux instruments et stratégies d'investissements: exclusion de certains secteurs, intégration des critères ESG, approche «best-in-class», obligations vertes ou encore microfinance. Malgré un certain manque de lisibilité par rapport aux différentes méthodologies utilisables en l'absence de normes établies, un effort pédagogique existe en Suisse avec notamment la publication d'un Guide de l'investissement durable de 120 pages par SSF en 2016. «Le problème réside aussi dans l'offre. Par exemple, bien des gérants d'actifs et des consultants offrent aux clients institutionnels des solutions d'investissements indiciaires, privilégiées en raison de leurs coûts très bas. Ce type de gestion passive ne se prête pas de fait à l'ISR», analyse Olivier Ferrari. La Suisse compte plusieurs pionniers de l'investissement responsable, parmi eux la fondation Ethos, Pictet ou encore J. Safra Sarasin. Les gérants d'actifs notent un intérêt grandissant pour l'investissement durable, mais dans le milieu de la gestion institutionnelle, l'ISR peine à se faire une place alors que les caisses de pension ont avant tout une obligation fiduciaire d'assurer leurs engagements. La caisse de pension de l'Etat de Vaud s'engage par exemple dans sa charte à augmenter sa part d'investissement responsable, en précisant toutefois que cet engagement se fait «tant que les objectifs et les exigences de rendement restent équivalents à ceux du marché». L'exemple d'autres pays européens tels que l'Alle-

magne, la France ou les Pays-Bas montre que ce sont l'engagement des investisseurs institutionnels et la volonté politique qui ont été les moteurs de croissance de l'ISR. Plusieurs initiatives locales en Suisse devraient contribuer à la sensibilisation des acteurs et à la généralisation des meilleures pratiques. Une de ses initiatives est la création de l'Association Suisse pour des investissements responsables (SVVK-ASIR) en décembre 2015 réunissant sept investisseurs institutionnels cumulant CHF 150 milliards d'actifs. Autre exemple, le Swiss Foundation Code a été modifié en 2015 afin d'encourager une meilleure adéquation entre les objectifs des fondations et leurs politiques de placement.

Autre défi, les clients privés représentent 25% de l'ISR en Suisse, ce qui place le pays dans la moyenne européenne, mais cela reste néanmoins limité compte tenu de la faible présence des investisseurs institutionnels. C'est dans ce segment de clientèle que le potentiel de croissance peut être le plus important en raison de la position dominante de la Suisse dans le secteur de la gestion de fortune.

Mais les banquiers et les tiers gérants ont souvent peu de raison, sauf demande spécifique ou engagement personnel, de pousser leurs clients vers ce type de placements à moins d'avoir une offre interne. Pourtant l'intégration des facteurs ESG amène à une discussion avec l'investisseur sur ses valeurs, une meilleure compréhension de ses attentes et permet de renforcer la relation, témoigne Natacha Guerdat. A l'heure où la place financière suisse a perdu l'avantage concurrentiel qu'était le secret bancaire et fait face à de nombreux défis, l'ISR représente une opportunité de développement sur le long-terme. La Suisse a déjà connu un succès dans la microfinance, avec près de 30% des actifs du secteur gérés depuis les places financières helvétiques. Dans tous les cas, la croissance de l'investissement durable et responsable est amené à continuer en Europe, que ce soit de manière naturelle avec les prises de conscience sur les problématiques environnementales et sociales, mais aussi par la contrainte avec une pression réglementaire de plus en plus forte. ■